

Services partagés Canada

État des résultats prospectif

Pour l'exercice se terminant le 31 mars 2024



Services partagés
Canada

Shared Services
Canada

Canada

La force derrière la technologie de pointe au gouvernement

Services partagés Canada
État des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars
(en milliers de dollars)

| | Résultats projetés 2022-2023 | Résultats prévus 2023-2024 |
|--|---|---|
| Charges | | |
| Opérations communes de TI du gouvernement du Canada | 3 518 160 | 3 272 065 |
| Services internes | 291 757 | 282 013 |
| Total des charges | 3 809 917 | 3 554 078 |
| Revenus | | |
| Vente de biens et services | 872 953 | 864 738 |
| Revenus divers | 365 | 364 |
| Revenus gagnés pour le compte du gouvernement | (11 766) | (11 762) |
| Total des revenus | 861 552 | 853 340 |
| Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts | 2 948 365 | 2 700 738 |

Les notes complémentaires font partie intégrante de cet état des résultats prospectif.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

1. Méthodologie et hypothèses importantes

L'état des résultats prospectif a été établi en fonction des priorités du gouvernement et des plans ministériels qui sont décrits dans le plan ministériel.

Les renseignements présentés dans les résultats projetés de l'exercice 2022-2023 ont été calculés sur la base des autorités ministérielles disponibles. Compte tenu de cela, il est prévu que les dépenses et les revenus réels soient plus élevés, en alignement avec les revenus réels collectés. Des prévisions ont été réalisées pour les résultats prévus de l'exercice 2023-2024.

Les principales hypothèses qui sous-tendent les prévisions sont les suivantes :

- Les activités du ministère resteront, pour l'essentiel, les mêmes que celles de l'exercice précédent.
- Les charges et les revenus, y compris la détermination des montants de sources internes et externes au gouvernement, sont fondés sur l'expérience. L'évolution générale historique devrait se poursuivre.
- Les résultats prévus incluent des opérations pour lesquelles il y a une assurance raisonnable que les autorisations appropriées soient obtenues.

Ces hypothèses sont adoptées en date du 19 janvier 2023.

2. Variation et évolution des prévisions financières

Même si tous les efforts ont été déployés pour prévoir les résultats définitifs pour le reste de l'exercice 2022-2023 et pour 2023-2024, les résultats réels des deux exercices risquent de différer des prévisions financières présentées, et l'écart pourrait être important.

Lors de la préparation du présent état des résultats prospectif, Services partagés Canada (SPC) a établi des estimations et des hypothèses à l'égard d'événements futurs. Ces estimations et hypothèses pourraient différer des résultats financiers réels subséquents. Elles sont fondées sur l'expérience et d'autres facteurs, notamment les prévisions relativement aux événements futurs qui sont considérées comme raisonnables compte tenu des circonstances, et sont évaluées de façon continue.

Les facteurs qui pourraient donner lieu à des écarts importants entre l'état des résultats prospectif et l'état des résultats historique sont entre autres :

- le moment et le montant des acquisitions et des aliénations d'immobilisations corporelles qui peuvent influencer sur les gains ou pertes et les charges d'amortissement;
- la mise en œuvre de nouvelles conventions collectives;
- la conjoncture économique, qui peut avoir une incidence à la fois sur le montant des revenus perçus et sur la possibilité de recouvrer les débiteurs;
- les modifications supplémentaires au budget de fonctionnement, telles que des nouvelles initiatives ou des rajustements techniques mis en œuvre plus tard au cours de l'exercice.

Une fois que le plan ministériel sera déposé au Parlement, SPC ne fera pas de mise à jour des prévisions, quelles que soient les modifications apportées aux ressources financières dans les budgets supplémentaires des dépenses. Les écarts seront expliqués dans le rapport ministériel sur les résultats.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

3. Sommaire des principales conventions comptables

L'état des résultats prospectif a été préparé conformément aux conventions comptables du gouvernement du Canada en vigueur pour l'exercice 2022-2023, et s'appuie sur les normes comptables canadiennes pour le secteur public. La présentation et les résultats qui découlent de l'utilisation des conventions comptables énoncées ne donnent lieu à aucune différence notable par rapport aux normes comptables canadiennes pour le secteur public.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Charges

Les charges sont généralement comptabilisées lorsque les biens sont reçus ou que les services sont rendus et comprennent les charges liées au personnel, services professionnels et spéciaux, réparation et entretien, services publics, fournitures et approvisionnements, ainsi que l'amortissement des immobilisations corporelles. Les charges incluent également des provisions qui tiennent compte des changements de la valeur des actifs et des passifs, tels que la provision pour créances douteuses ainsi que l'utilisation des charges payées d'avance et autres.

b) Revenus

Les revenus sont constatés dans l'exercice où se produit l'événement qui donne lieu aux revenus.

Les revenus qui ne sont pas disponibles à être dépensés à nouveau ne peuvent servir à acquitter les passifs de SPC. Bien que l'on s'attende à ce que le président maintienne le contrôle comptable, il n'a pas l'autorité sur la disposition des revenus non disponibles à dépenser à nouveau. Par conséquent, les revenus non disponibles à dépenser à nouveau sont considérés comme étant gagnés pour le compte du gouvernement du Canada et sont donc présentés en réduction du montant brut des revenus de SPC.

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

4. Autorisations parlementaires

SPC est financé par le gouvernement du Canada au moyen d'autorisations parlementaires. La formule de comptabilisation des autorisations consenties à SPC ne correspond pas à celle des rapports financiers établis selon les principes comptables généralement reconnus, étant donné que les autorisations sont principalement fondées sur les besoins de trésorerie. Les postes comptabilisés dans l'état des résultats prospectif d'un exercice donné peuvent être financés au moyen d'autorisations parlementaires approuvées au cours de l'exercice précédent, de l'exercice en cours ou d'exercices futurs. Par conséquent, le coût de fonctionnement net de SPC pour l'exercice diffère suivant qu'il est calculé selon les principes du financement public ou selon la méthode de comptabilité d'exercice. Les différences sont rapprochées dans les tableaux suivants :

a) Rapprochement du coût de fonctionnement net et des autorisations demandées

| | Résultats projetés 2022-2023 | Résultats prévus 2023-2024 |
|--|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Coût de fonctionnement net avant le financement du gouvernement et les transferts | 2 948 365 | 2 700 738 |
| Ajustements pour les éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations : | | |
| Amortissement des immobilisations corporelles | (379 234) | (337 975) |
| Perte nette sur l'aliénation d'immobilisations corporelles incluant des ajustements | (24) | - |
| Services fournis gratuitement par d'autres ministères | (110 651) | (112 298) |
| Diminution (augmentation) des indemnités de vacances et congés compensatoires | 37 | (923) |
| Diminution (augmentation) des avantages sociaux futurs | 13 | (314) |
| Recouvrements et ajustements de charges d'exercices antérieurs | 6 121 | 6 518 |
| Autres | 338 | 340 |
| Total des éléments ayant une incidence sur le coût de fonctionnement net, mais n'ayant aucune incidence sur les autorisations | (483 400) | (444 652) |
| Ajustements pour les éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations : | | |
| Acquisitions d'immobilisations corporelles | 348 304 | 257 710 |
| Paiements sur les obligations au titre d'immobilisations corporelles louées | 71 659 | 68 064 |
| Paiements sur l'obligation en vertu d'un partenariat public-privé | 3 766 | 3 907 |
| Augmentation (diminution) des charges payées d'avance | (8 083) | 6 202 |
| Total des éléments sans incidence sur le coût de fonctionnement net, mais ayant une incidence sur les autorisations | 415 646 | 335 883 |
| Autorisations demandées prévues pour être utilisées | 2 880 611 | 2 591 969 |

Services partagés Canada
Notes à l'état des résultats prospectif (non vérifié)
Pour l'exercice se terminant le 31 mars

b) Autorisations fournies/demandées

| | Résultats projetés 2022-2023 | Résultats prévus 2023-2024 |
|--|---|---|
| | (en milliers de dollars) | |
| Autorisations fournies/demandées: | | |
| Crédit 1 – Dépenses de fonctionnement | 2 409 173 | 2 199 109 |
| Crédit 5 – Dépenses en capital | 353 729 | 269 680 |
| Montants législatifs | 117 709 | 123 180 |
| Autorisations demandées prévues pour être utilisées | 2 880 611 | 2 591 969 |